

Les subsides

● (1710)

Le gouvernement fédéral n'est pas resté inactif pendant ce temps-là. Par exemple, les députés de l'autre côté ont-ils entendu parler de la mine Polaris? Probablement pas. Il s'agit d'une mine que Cominco Limited se proposait d'exploiter, la plus au nord dans le monde, dans l'Arctique. Le gouvernement libéral a passé sept ans à examiner le projet. Le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, le ministère de l'Environnement, le Conseil du Trésor, le ministère des Transports et le ministère du Revenu national s'en sont tous mêlés. Monsieur le Président, doit-on se demander pourquoi aucune décision n'a été prise? Tout cela n'a rien donné.

La situation a changé. Les conservateurs gouvernent depuis sept mois. A eux seuls, le ministre des Transports (M. Mazankowski) et le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Epp) ont réussi à faire démarrer la mine Polaris. Deux ministères—les Affaires indiennes et du Nord et les Transports—rien de plus, et la mine a commencé à produire. Entreprise chevronnée, Cominco a conclu une entente avec les Inuits, et je vais vous dire un mot de leur projet. La plus riche mine de zinc dans le monde aujourd'hui se trouve à l'extrémité nord-ouest de l'Alaska. C'est la mine Red Dog. Cominco a manifesté son intérêt quand on a découvert la mine. C'est aujourd'hui l'usine de zinc la plus moderne du monde, à la fine pointe de la technologie, exempte de pollution. Cominco n'a pas perdu de temps. La mine est située dans un environnement très fragile, dans une région habitée par les autochtones. Cominco et deux grandes sociétés minières des États-Unis ont fait des propositions aux Aleuts. Savez-vous ce que les deux sociétés minières américaines ont fait, monsieur le Président? Elles ont amené les autochtones à New York, les ont traités comme des princes et leur ont dit qu'elles avaient une proposition imbattable. Et Cominco? Elle les a amenés à la mine Polaris et leur a dit: «Ce sont vos frères inuits, voici comment nous travaillons ensemble». Qui a signé une entente? Cominco va exploiter la mine Red Dog. Voilà une des conséquences des mesures prises par le gouvernement conservateur actuel.

M. Manly: Monsieur le Président, on aurait cru entendre parler un vrai créditiste. J'espère que mes collègues libéraux ont écouté les remarques du député. Certains d'entre eux commencent à mal supporter d'entendre depuis huit mois et demi déjà reprocher chaque échec de l'actuel gouvernement au gouvernement libéral précédent. Ils savent, je l'espère, que les social-créditistes, à l'instar de mes collègues, continueront de la sorte pendant dix ans encore. Chacun des problèmes qui a surgi en Colombie-Britannique depuis une dizaine d'années a été imputé au gouvernement néo-démocrate qui était au pouvoir entre 1972 et 1975. Or c'était le meilleur gouvernement que la Colombie-Britannique ait jamais eu.

Je tiens à rappeler au député que lorsque le Nouveau parti démocratique était au pouvoir, nous avons sauvé la ville de Oceans Falls. Qu'est-elle devenue depuis? Nous avons ouvert la mine d'Acton. Nous avons la seule fonderie de cuivre en Colombie-Britannique.

M. Siddon: Qu'est-il arrivé?

M. Manly: Lors de la dernière campagne électorale, les conservateurs ont promis d'accorder 100 millions de dollars pour la prospection minière. Ils ont promis de subventionner la

recherche et le développement. Ou sont ces fonds? Quand le gouvernement va-t-il se mettre enfin à tenir certaines de ces promesses? Nous avons déjà été témoins de grandes grèves au Canada. Il y en a eu une dans le secteur minier à l'époque où le Nouveau parti démocratique détenait le pouvoir. A vrai dire, monsieur le Président, je n'ai pas vu depuis un bon moment de capitaux étrangers servir au Canada à lancer de nouvelles entreprises.

M. Siddon: Vous vous y opposez.

M. Manly: Que sont devenues les mines? Combien en a-t-on ouvertes dernièrement? Les capitaux étrangers ne servent qu'à faire l'acquisition d'entreprises déjà bien établies, par exemple la Mitel.

M. Schellenberg: Monsieur le Président, les propos du député de Cowichan-Malahat-Les Îles (M. Manly), dont la circonscription se trouve au sud de la miennne, m'ont beaucoup intéressés. Ce sont plus particulièrement ses propos sur la situation explosive, si l'on me permet l'expression, du bateau pour la pêche à la traîne dans ma circonscription, qui m'ont le plus intéressés.

Faisons une brève récapitulation des événements; peu après la signature du traité sur le saumon du Pacifique, le ministre des Pêches et des Océans (M. Fraser) a présenté le projet de loi C-32 qui l'autorisait à répartir la prise du poisson sur la côte ouest du Canada. Cela se passait il y a deux mois et demi. Le projet de loi a été victime au comité de l'obstructionnisme du collègue du député, le député de Comox-Powell River (M. Skelly). Les pêcheurs de la côte ouest ont subi de nombreux retards et ne savaient plus sur quel pied danser à cause des tactiques dilatoires des néo-démocrates. Nous savons à présent que le projet de loi que l'on est sur le point de représenter à la Chambre sera encore une fois retardé par le NPD. L'ironie dans cette affaire, c'est que les pêcheurs commerciaux que ce parti prétend protéger en subiront les contrecoups car le ministre ne peut pas interdire certains secteurs de pêche aux pêcheurs amateurs.

En réalité, les retards dont fait l'objet le projet de loi C-32 nuisent aux pêcheurs de tous les groupes d'utilisateurs sur la côte ouest. Je voudrais bien que mon collègue de Vancouver nous dise pourquoi son collègue de Comox-Powell River et son parti font tout en leur pouvoir pour retarder l'adoption du projet de loi et éviter ainsi de donner au ministre des Pêches et des Océans les instruments nécessaires pour exécuter son mandat?

M. Manly: Monsieur le Président, à propos du projet de loi C-32, nous y avons perçu de très graves lacunes. Nous souhaitons pouvoir en discuter avec le ministre. Naturellement, nous avons insisté pour qu'un débat en bonne et due forme se déroule à la Chambre et au comité. Fort curieusement, c'est seulement contraints et forcés que les conservateurs ont accepté d'entendre le point de vue des Indiens que le projet de loi préoccupe au plus haut point. Les conservateurs ont obligé le comité à siéger toute la nuit. Je crois que c'est faire injustice aux témoins venus comparaître à Ottawa. Les conservateurs affirmaient que rien ne pressait et ils ont obligé le comité à siéger sans discontinuer. Nous avons eu droit à six jours d'affiliée réservés à l'opposition parce que le gouvernement n'est pas prêt à présenter des mesures. Jamais de ma vie je n'ai vu tant d'hypocrisie.